

Lettre du Bout du monde – septième année – 3



A Nouméa aussi, mai rime avec muguet

D'une période de vacances à la suivante, nous avons traversé le mois de mai émaillé de ses nombreux jours fériés. Le temps, capricieux et déjà bien frais, a limité les possibilités d'évasion, mais Nouméa ayant retrouvé ses terrasses et activités culturelles, les rencontres et les sorties ont été agréables et variées. Le Juvénat a fonctionné sur un mode "light"; le travail a repris, toujours à mi-temps pour moi. Etant ainsi disponible, j'ai pu répondre aux demandes d'une étudiante en histoire, une autre activité stimulante. Des semaines occupées et agréables, en rapport avec le calme ambiant. Le Caillou emble avoir retrouvé une sérénité, relative tout de même.

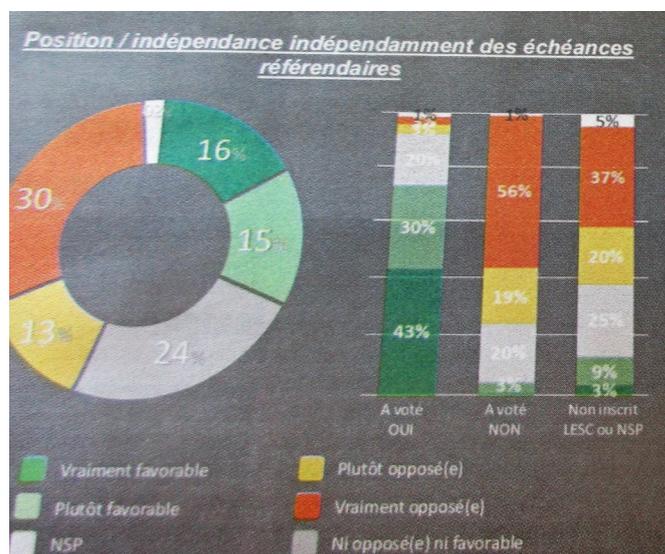
Ce sont les faits divers qui occupent le plus souvent le devant de l'actualité: multiplication inquiétante des agressions de requins, rixes alcoolisées et parfois mortelles et bien bien sûr, faits de délinquance ordinaire dont les jeunes prennent une part inquiétante. Sur ce point, la commune du Mont-Dore toute proche est souvent exposée: depuis les "événements de l'usine du Sud", elle connaît des épisodes violents à répétition. Les forces de l'ordre et la justice sont bien occupées, d'autant plus qu'elles travaillent à un retour de l'état de droit dans le Sud. Plusieurs personnes ayant commis des destructions et des violences ont été arrêtées et condamnées. Des responsables du mouvement de contestation ont été perquisitionnés, auditionnés et pour certains inculpés... ce qui leur vaut le soutien des indépendantistes.

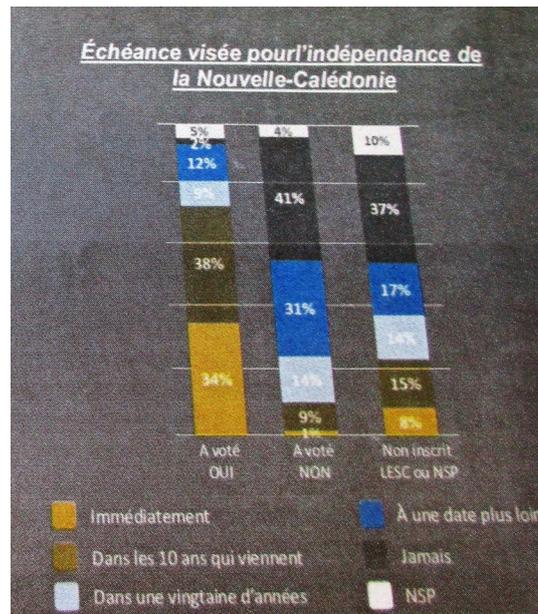
Au plan économique, et particulièrement pour le secteur du nickel, des rapports inquiétants ont été publiés. La situation et la gestion de chacune des grandes sociétés connaissent des défaillances. C'est le cas de la SMPS (société gérant les mines de la Province Nord) qui vient d'être placée sous procédure de sauvegarde du fait de sa situation financière. Depuis plusieurs semaines, l'usine du Nord connaît une nouvelle défaillance technique qui retarde, une fois de plus, le fonctionnement normal de ses installations. Ainsi, même si la consommation a repris après le confinement, la situation économique du territoire est loin d'être optimale, d'autant plus qu'elle est tributaire de la situation politique toujours bloquée. Les organisations patronales et certains syndicats se montrent particulièrement critiques et inquiets...



Elu en février par le Congrès, le dix-septième gouvernement de la Nouvelle Calédonie, à majorité indépendantiste, n'a pu, malgré quatre tentatives, désigner son président et son vice-président et répartir les responsabilités dans le cadre de la collégialité. La cause en est la division entre les deux groupes indépendantistes (UC et UNI), unis pour demander l'indépendance mais réclamant chacun le leadership dans l'exercice du pouvoir. Ainsi, depuis plus de trois mois, le pays n'a plus de gouvernement de plein exercice. L'équipe précédente à majorité loyaliste gère les affaires courantes et le haut commissaire un budget provisoire contraint qui limite fortement les investissements. Aucun dénouement n'est prévisible à courte échéance et de nombreux dossiers restent en suspens. Ajoutons à cela l'échéance du troisième référendum...

Sur la question de l'avenir du pays, l'Etat, longtemps en retrait et pourtant attendu, a multiplié les initiatives depuis plusieurs semaines. Suivant une démarche toute macronienne, une consultation de la société civile a été organisée afin d'explicitier les attentes de la population et ce dans tous les domaines. Le dépouillement des réponses confirme l'existence des clivages mais révèle aussi des convergences: une inquiétude générale, une volonté de vivre ensemble, le souhait du maintien de la présence de la France. Un récent sondage indique que les 2/3 de la population métropolitaine est favorable à l'indépendance. Comme le montrent les diagrammes ci-dessous les avis calédoniens sont évidemment différents et très nuancés.





Autre geste de l'Etat, depuis longtemps annoncé, la communication du document sur les conséquences du oui et du non au terme du prochain référendum. Initialement destiné à nourrir les discussions entre responsables politiques, sa confidentialité n'a tenu que quelques jours. Comme de nombreuses personnes ici, j'en ai une copie. Il s'agit d'un texte de plus de 40 pages, clair, dense, détaillé, chiffré constituant une solide matière à réflexion. Il est particulièrement détaillé sur les conséquences qu'entraînerait la victoire du "oui" Un document que l'ensemble de la population aurait intérêt à lire... Il est actuellement le support des discussions ouvertes à Paris le mercredi 26 mai et s'échelonnant sur une semaine. Les formations loyalistes sont toutes présentes, ce qui n'est pas le cas des indépendantistes. Les responsables de l'UC sont bien là, mais l'UNI a décliné l'invitation, arguant des délais trop courts pour préparer la rencontre. Il s'agit du même clivage qui bloque la formation du gouvernement.



Les discussions en cours ne sont pas des négociations mais des moments d'information et d'échanges. Il ne faut donc pas s'attendre à des prises de décision, y compris sur un sujet sensible,

la date du troisième référendum. Sur ce point les positions des uns et des autres sont claires mais divergentes: les loyalistes les veulent en 2021 et les indépendantistes à l'automne 2022. Le ministre a laissé entendre que la décision pourrait être prise d'ici à un mois. Suspense!

Au terme de la première semaine de juin débutent deux semaines de vacances. Une fois nos politiciens revenus sur le Caillou, nous pourrions peut-être constater les effets de ces discussions, voir si le climat actuel, somme toute assez paisible, le restera et permettra des négociations.

La prochaine lettre apportera, j'espère, quelques réponses à ces interrogations.

PS: A ceux qui seraient intéressés, je peux envoyer le document oui/non évoqué dans la lettre.